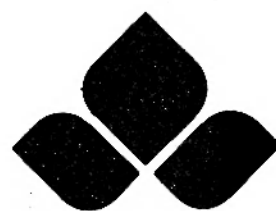


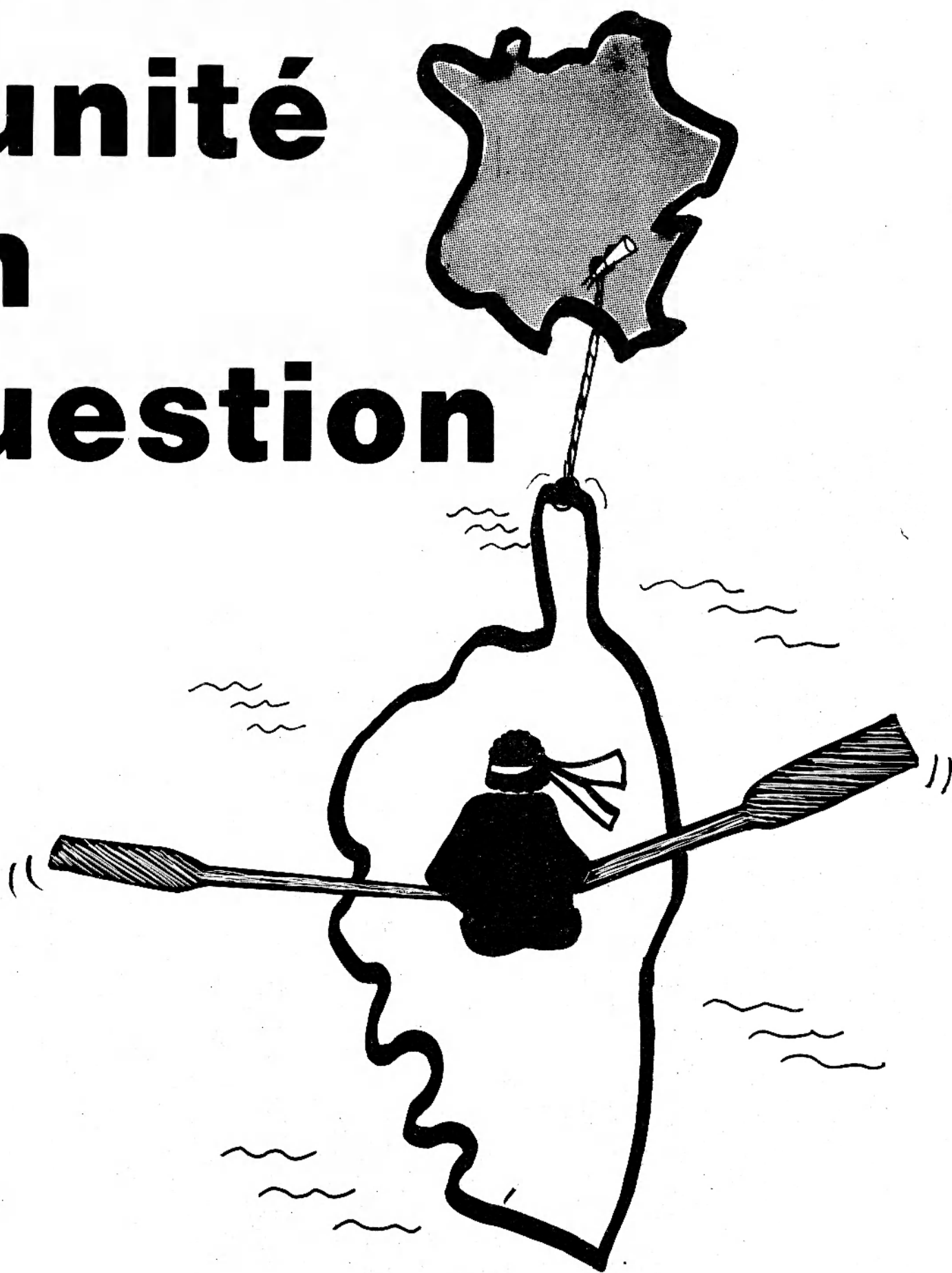
royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



l'unité en question



DU 20 JANVIER AU 2 FEVRIER 1983 - 13ème année - N° 374 - 6 F

M 2242 - 374 - 6 F

quand nos lecteurs prennent la parole

SUR ISRAEL

Royaliste, je suis avec la NAR à ceci près : un raisonnement ne suffit pas à garder du nihilisme, vous comprenez que l'on soit royaliste avec vous au nom de notre sainte mère l'Eglise (une,

sainte, catholique et apostolique) et de la langue française notre patrie. La tâche chrétienne, aujourd'hui principalement, est la reconnaissance et la compréhension du judaïsme; à cela nous invite depuis toujours la Bible, nous invitent les textes dogmatiques de Vatican II, nous invite le nom maudit du malheur propre à notre génération : Auschwitz.

Les chrétiens sont une branche greffée sur l'arbre juif. S'en prendre au judaïsme ou au peuple d'Israël, pour les chrétiens singulièrement, c'est montrer une haine atroce de Dieu et de soi. Le chrétien est un païen qui judaïse, et sa seule manière d'accomplir effectivement le commandement de la double reconnaissance est de toujours s'incliner devant le judaïsme et le peuple d'Israël, de vouloir pour Israël « le nom et la grâce de l'Epouse » (saint Bernard), de souhaiter pour la Synagogue « plus que le salut » (idem). Tout chrétien, donc, qui s'élève

contre le judaïsme et/ou le peuple d'Israël, travaille à la ruine du christianisme : «chaque fois qu'il y a eu persécution des juifs, il y a eu reniement du christianisme», dit Mgr Lustiger (cf. «Le Débat», mai 1982).

L'on a vu, une nouvelle fois, au cours de la guerre du Liban, les nations liguées contre le peuple d'Israël dire leur haine des juifs, sous le couvert de la vicieuse compassée affectée et feinte à l'égard des terroristes. Cela ne peut s'admettre des chrétiens : le don de la terre d'Israël par décret divin est matière de foi pour les chrétiens comme pour les juifs (cf. Maritain : le mystère d'Israël, p. 243).

L'Etat d'Israël a pour nous de plus, après Auschwitz, le caractère d'une dette qui engage notre honneur et notre salut. Les frontières de l'accord de 1919 sont légitimes. Le partage de 1922, défavorable à Israël, aboutit à la création d'un Etat palestinien : la

Jordanie. Israël n'est pas responsable du sort de ceux que l'on nomme les «réfugiés». La question palestinienne c'est la haine des nations, sa jalousie à l'égard du peuple d'Israël, jalousie envenimée en Occident par la mauvaise conscience.

L'Occident assimile délibérément les terroristes payés par l'étranger au «peuple palestinien». On ne fonde pas une «représentativité» sur la terreur. L'action diplomatique d'un groupement terroriste ne sera jamais qu'une façade, qu'une manière de couvrir la haine et les meurtres, de couvrir aussi la voix d'un peuple.

L'on devrait aussi s'étonner et se méfier de ce goût soudain pour la «justice» qui semble animer brutalement nos plus furieux (et célèbres) nihilistes : ils ne croient ni au bien, ni à la justice, ni à la vérité, mais ils fardent et griment leur haine en «bons sentiments».

Ghislain Sartoris



le numéro 2 est paru

Le deuxième numéro de la revue «CITÉ» est paru. En voici le sommaire :

ETUDES : — L'épreuve du terrorisme (Cercle Nouvelle Citoyenneté de Paris) — Le dialogue social (Emmanuel Mousset) — Libéralisme : le vent d'Amérique (Alain Solari) — La psychiatrie en question (Julien Betbèze).

CHRONIQUES : Littérature : le grand pervers (Philippe Barthelet) — Philosophie : les lectures talmudiques d'Emmanuel Lévinas (Ghislain Sartoris) — Polémique : les fausses promesses de Monsieur Garaudy (Alain Flamand).

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT à la revue «CITÉ», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Nom : Prénom :

Adresse :

☐ s'abonne à la revue «Cité» (5 numéros de 68 pages par an), et verse pour cela (normal : 60 F - soutien : 100 F - fondateur : 500 F) à l'ordre de «Royaliste».

☐ commande le deuxième numéro de «Cité» et verse pour cela la somme de 15 F à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.

NATION FRANÇAISE

deux nouveaux cardinaux français

Etre créé cardinal n'équivaut pas à recevoir la légion d'honneur ou une quelconque distinction honorifique. C'est être associé au gouvernement de l'Eglise auprès du pape.

Jean-Paul II a manifesté clairement sa volonté de réunir régulièrement le collège des cardinaux pour lui soumettre un certain nombre de questions cruciales pour la vie de l'Eglise universelle. Le pape, en choisissant les détenteurs de la pourpre (couleur du martyre) distingue en même temps des églises particulières qui voient ainsi leur autorité s'affirmer; tel est le cas de l'Afrique avec un représentant de Côte d'Ivoire et un représentant de l'Angola. De même, les hommes ainsi distingués acquièrent dans leurs pays un prestige accru qui souvent éclaire sur les intentions du pape. Ainsi la promotion de Mgr Lopez Trujillo président de la conférence épiscopale d'Amérique latine.

Il est bien certain que le choix des deux cardinaux français, Lustiger et de Lubac, revêt dans les circonstances présentes une grande signification. Précisons tout de suite qu'il serait vain d'interpréter l'oubli du siège prestigieux de Lyon comme une brimade à l'égard des Lyonnais, encore moins à l'égard de l'actuel succes-

seur de Saint Irénée. Les grandes qualités de Mgr Albert Decourtray qui ont déterminé le pape à lui demander d'assurer la suite du cardinal Renard sont trop évidentes. De même que Munich, Lyon conservera fort probablement son siège cardinalice. Dans l'immédiat, il y a une certaine sur-représentation française avec 9 cardinaux. C'est moins le nom des absents qui doit être noté que la qualité des deux élus ainsi que l'association de leurs deux noms.

En deux ans de présence à Paris, Mgr Jean-Marie Lustiger a eu l'occasion d'affirmer sa forte personnalité. «Royaliste» a déjà souligné l'exceptionnelle qualité de l'homme, du docteur et du porteur qui défie tous les clivages pour revendiquer d'abord la souveraine liberté de l'honneur de Dieu. (1) L'archevêque de Paris est tout à fait représentatif de la nouvelle génération d'évêques qui doit prendre à bras le corps la situation pastorale de cette fin de siècle. Il s'agit de faire face avec moins de prêtres, moins de pratique religieuse, à une crise de la culture dont l'Eglise a elle

même été solidaire. Cela n'est pas pour effrayer Jean-Marie Lustiger. Le christianisme est moins reçu comme une valeur patrimoniale ? Sa nouveauté intégrale n'en ressortira que mieux ! Très au fait des débats modernes, le nouveau cardinal n'en est pas moins attaché à une fidélité entière à la tradition et aux exigences de l'évangile. Avec lui, l'Eglise de France retrouve une voix qui ne craint pas de parler haut et fort sur les problèmes les plus cruciaux.



■ Mgr Lustiger ne craint pas de parler haut et fort

L'association du nom du père de Lubac à celui de Lustiger est plus qu'un symbole. Le savant jésuite signifie par sa vie une fidélité totale à l'Eglise, même au fond de l'épreuve. Son œuvre est exemplaire d'une ouverture et d'un dialogue exigeants avec les cultures diverses du monde contemporain. Sa connaissance du bouddhisme est égale à la pertinence de sa connaissance du monde moderne. Son livre essentiel «Le drame de l'humanisme athée» éclaire tout le débat du siècle. Nous ne pouvons que renvoyer à cette œuvre d'une richesse prodigieuse qui de la patristique à l'exégèse médiévale est un ressourcement continu à la tradition. Nous avons analysé ici-même (2) les deux tomes passionnants de «la postérité spirituelle de Joachim de Flore». A quatre-vingt-sept ans, le cardinal de Lubac continue à bâtir pour l'avenir. En le distinguant, Jean-Paul II indique une voie pour la France comme pour le monde.

G.L.

(1) «Royaliste» 361 : «Jean-Marie Lustiger ou la grâce qui nous est donnée».

(2) «Royaliste» 355 : «La postérité spirituelle de Joachim de Flore».

otan : peut-on compter sur ses alliés ?

Le général Bernard Rogers, commandant suprême des forces alliées et commandant en chef des forces américaines en Europe, a récemment déclaré (1) que les nouveaux plans d'attaque soviétiques imposaient le développement des armements classiques. Que faut-il penser de cette thèse ?

Trois colonnes à la une du «Monde», l'intégralité de la page «Idées» de ce même quotidien : on peut considérer les déclarations du général Rogers comme un événement auquel il faut prêter attention.

«Durant la décennie 60, nous avions l'avantage tant pour l'arsenal stratégique que pour les armes nucléaires de théâtre. Et c'est précisément ce qui a changé en notre défaveur durant les années 70. Quant aux armes classiques, nous avons toujours été surpassés...»

C'est ce dernier point que le général américain voudrait faire évoluer : «Ce que je m'efforce de faire, c'est d'obtenir d'ici à la fin de cette décennie, un potentiel classique qui nous permettrait de rehausser le seuil nucléaire, d'accroître notre pouvoir de dissuasion et de nous donner une bonne possibilité de contre-attaque classique en utilisant uniquement des moyens classiques. Ceci ferait que l'adversaire éventuel aurait deux options : ou il se retirerait, ou il prendrait l'initiative d'un recours aux armes nucléaires de théâtre d'opération.»

Le projet du général Rogers est la traduction du souci affirmé depuis les années 1960 par les Américains de prévoir une «réponse adaptée» à l'agression éventuelle des Soviétiques. Les territoires américains se trouvant désormais à portée de tir des armes nucléaires soviétiques, il n'est pas question pour les Etats-Unis de conserver une stratégie du tout ou rien. L'invasion de la Norvège, de la Turquie ou même de la RDA par les blindés soviétiques ne peut pas avoir pour réponse le bombardement nucléaire de Moscou qui entraînerait, par représaille des Russes, la destruction de New-York.

Dans l'hypothèse américaine, une agression massive des forces

du Pacte de Varsovie contre celles de l'OTAN, nécessiterait de la part des alliés un recours à «l'arme nucléaire du théâtre d'opération».

Dans l'état actuel des choses, les stratèges occidentaux ne voient en effet pas d'autres solutions pour compenser la faiblesse «en effectifs, en munitions ou sur le plan du stock des réserves de guerre» des alliés, à laquelle il faut ajouter toutes les difficultés d'organisation, de coordination, qui se posent de notre côté, alors que les armées des pays de l'Est n'ont pas ce genre de problèmes, ou du moins pas dans les mêmes proportions.

Or le recours à l'arme nucléaire de théâtre, nous dit le général Rogers «c'est une chose qui ne me plaît guère». Pour lui, en effet, cela veut dire prendre le risque d'une escalade nucléaire qui de proche en proche risque de mettre en cause le territoire américain... ce qu'il faut éviter à tout prix. Donc il faut «banaliser» l'Europe, en faire un territoire non «sanctuarisé» par une dissuasion nucléaire, ainsi que l'était le Vietnam ou l'est actuellement le Proche-Orient...

Or cette doctrine de la «riposte graduée» avait déjà été refusée par le général de Gaulle, pour la bonne raison qu'elle suppose que les Soviétiques ne sauraient pas ce qu'ils voudraient en attaquant l'Europe de front, qu'ils pourraient après s'être engagés massivement décider de renoncer devant la vive résistance des forces alliées. Cette vision des choses est contraire à tout ce que l'on sait de la politique soviétique, contraire surtout à leur stratégie telle qu'on la trouve dans les revues d'études ou les manuels militaires soviétiques. La doctrine soviétique s'est traduite par le déploiement de missiles dont la précision permet

d'anéantir toutes les forces classiques de l'OTAN, en quelques minutes, en causant un minimum de pertes civiles, en évitant au besoin de verser le sang américain...

De plus, pourquoi penser que les Soviétiques vont s'attaquer frontalement à l'Europe ? Il serait plus simple pour eux, et plus conforme à leur méthode, de choisir un pays particulier à un moment où il se trouve en position délicate. Un tel pays, membre de l'OTAN, qui se trouverait subitement totalement désarmé par une salve de SS 20, pourrait-il espérer que les forces classiques de ses alliés viendraient se faire liquider sur son territoire ? Pourrait-il espérer une riposte nucléaire de la part de l'un de ses alliés, ou de l'ensemble d'entre eux ? Comment l'Angleterre réagirait-elle à la destruction de l'ensemble des bases aériennes belges ? Comment la France réagirait-elle à la destruction des casernes turcs ? Certainement pas d'une façon massive en tout cas.

Non. La seule chance pour les pays de l'OTAN c'est le développement de leur dissuasion nucléaire. Une dissuasion nationale pour les pays qui le peuvent. Une dissuasion fondée sur le déploiement d'armes américaines pour les autres. Ces armes (les Pershing II), symétriques aux armes soviétiques (SS 20), ne sont pas destructibles préventivement en raison de leurs caractéristiques (mobilité).

Banaliser l'Europe en priviliégiant les armements classiques, c'est perdre l'Europe. Les Américains doivent l'admettre, et en tirer les conclusions stratégiques qui s'imposent dans la mesure où ils entendent tenir leurs engagements. Les Européens aussi. La France également, dont la stratégie aurait sans doute besoin d'être largement révisée. (2)

F.A.

(1) «Le Monde» du 6 janvier 83, entretien avec Jacques Isnard.

(2) Nous en reparlerons, notamment dans le numéro 3 de notre revue «Cité», avec le gal Pierre Gallois.

la prudence et l'imagination

Les propos du chef de l'Etat traduisent un changement de cap dans la politique économique des socialistes.

«Les hommes prudents savent toujours se faire un mérite des actes auxquels la nécessité les a contraints» (Machiavel)

Après que les aventures de la grue baladeuse eussent relégué «Dallas» au second rang, les déclarations du Chef de l'Etat ont, s'il était nécessaire, attiré l'attention sur les difficultés économiques. Celles-ci ne sauraient faire oublier ce qui a été réalisé : instauration de la 5ème semaine de

notre commerce extérieur atteint des proportions telles qu'il constitue une préoccupation prioritaire. Enfin, les remous monétaires, même si l'on tient compte des variations folles du dollar et de l'absence de système monétaire international cohérent, montrent que la confiance en notre devise demeure trop précaire.

Les premières mesures prises pour relancer la consommation n'ont fait qu'accroître le déséquilibre du commerce extérieur; elles



congés payés, droit à la retraite à 60 ans, réduction de la durée légale du travail à 39 heures (dans une certaine confusion), amélioration du régime du travail temporaire. Contre toutes les prévisions, le blocage des prix se présente plutôt comme positif. Même si le résultat est en partie artificiel, l'inflation retourne à des limites plus raisonnables; un coup d'arrêt psychologique a été donné.

Tout cela a été obtenu sans que survienne la catastrophe prédite chaque jour par ceux dont la «compétence» et le «réalisme» ont conduit les Français à les remercier. Il demeure que ces réformes ont été réalisées de telle façon qu'elles ont laissé une impression de «flou», de manque de cohérence et de plan d'ensemble à long terme. En matière de chômage, si nous faisons mieux que nos principaux partenaires, le problème reste entier. Le déficit de

n'ont pas été relayées par la reprise économique attendue en vain à l'extérieur. Dès lors, la France ne pouvait se singulariser plus longtemps, ses principaux partenaires occidentaux persistant dans une politique d'austérité. Il est certain que le déséquilibre budgétaire (lequel anticipe sur l'avenir) comme moyen de relance ne peut durer éternellement si la croissance ne prend pas le relais et si l'environnement international reste hostile. A cet égard la fausse crise du pétrole en dissimulait une véritable, essentiellement d'ordre monétaire.

Les propos prononcés par le Chef de l'Etat lui-même traduisent officiellement un changement de cap que l'on pressentait déjà. Certes l'appel à l'effort et à la mobilisation» garantit le maintien du pouvoir d'achat pour les plus défavorisés; mais c'est bien le moins et cela revient à dire que tel n'est

pas le cas non seulement pour les plus riches, mais aussi pour les classes moyennes. D'autres propos confirment le changement d'analyse : il faut «éviter qu'un excès de consommation fasse arriver une avalanche des importations massives». Il faut également «que les chefs d'entreprises sachent que nous sommes solidaires pour reconstruire une production capable de supporter la concurrence.»

On ne peut, certes, limiter les propos de François Mitterrand à ces seules considérations. Ses vues sur le protectionnisme sont intéressantes : «... quand on aura fait le compte de toutes les protections, moi je suis prêt à renoncer aux miennes». De même, le corporatisme de la société française ne lui échappe pas : «Ce mouvement est si enraciné dans la nation qu'il s'est manifesté dès les lendemains de la nuit du 4 août et a pris peu à peu une telle ampleur que notre pays est aujourd'hui couvert d'un tissu de petits privilèges...»

Il n'en demeure pas moins que l'équipe au pouvoir donne actuellement l'impression de reléguer au second plan ses réformes de fond (à long terme) pour un retour à une certaine «orthodoxie». Les déclarations de M. Delors, sur le budget de 1983, confirment cette impression. Il est vrai qu'il est plus difficile de faire progresser la justice dans une période de récession; que dans un pays développé comme la France, il demeure plus rentable pour l'Etat de demander des sacrifices à une classe moyenne nombreuse que de «faire payer les riches» ce qui est souvent insuffisant, même si c'est juste. En outre, plus les sociétés se développent, plus elles deviennent fragiles à cause des mécanismes économiques complexes. Par le jeu des interdépendances, on ne peut toucher à un secteur sans mettre en cause l'ensemble de l'édifice. Ces pesanteurs n'incitent pas aux réformes radicales.

Il faut sans doute du temps, de la patience et quelques détours pour réaliser celles-ci. Mais si la gauche, longtemps écartée du pouvoir, apprend la prudence, il ne faudrait pas pour autant qu'elle abandonne en route toute imagination.

Faute de quoi, elle ne serait plus que «l'honnête gérante du capitalisme». Ce n'est pas ici que nous nous en féliciterions : le social-réalisme ne constitue pas une politique.

Alain SOLARI

et l'afgha

L'Afghanistan entame sa troisième année sous l'occupation, entre la peur et l'espoir, le terrorisme fomenté par l'envahisseur et la résistance appuyée par tout un peuple.

Le 27 décembre, les résistants ont frappé fort pour marquer le jour-anniversaire de l'invasion par les troupes soviétiques. L'ambassade d'URSS attaquée à la roquette, Kaboul privée d'électricité 48 heures durant, des combats intenses au cœur même de la capitale, manifestations de solidarité à Téhéran et New-Delhi, voilà qui condamne à jamais les gribouilles occidentaux, nous contant une «rébellion» de quelques «féodaux» au lieu de la résistance d'un peuple opprimé.

Moscou a choisi la stratégie de la terreur pour s'imposer aux populations. Une occupation traditionnelle serait inefficace face à une guérilla insaisissable; 100.000 soldats ne suffisent pas à soumettre le pays et les offensives contre une poignée de combattants occasionnent trop de pertes humaines et matérielles. L'Union soviétique applique un vieux concept révolutionnaire, par lequel le peuple devient la chose des gouvernants : le terrorisme d'Etat. Encadrer d'abord les masses, pour leur inculquer la doctrine : le parti unique contrôle la jeunesse, les professions; enrôlant dans la milice et pratiquant une politique de conscription systématique. Forger les âmes, mais aussi son corollaire : détruire les déviants, porter la mort au point de résistance. La réforme agraire, l'alphabétisation obligatoire, massivement rejetées, heurtent les cadres de vie ancestraux, les élites intellectuelles fuient le pays devant l'engrenage totalitaire. La population civile, rétive à collaborer, subit les raids meurtriers de l'aviation soviétique : bombardements de villages, cultures et bétail, mitraillage de colonnes de réfugiés, emploi de la torture, jouets piégés, telles sont les accusations irrefutables portés par le très sérieux «Tribunal permanent des peuples» qui a mis l'URSS au

nistan ?

ban de l'humanité, pour «violation des règles du droit de la guerre». L'utilisation d'armes chimiques reste incertaine, malgré certains témoignages; de toute façon, nul besoin de rajouter à l'horreur pour condamner.

Le maître-mot des Soviétiques : déstabiliser l'Afghanistan. L'opération n'a pas trop mal réussi : sur 15 millions d'Afghans, 4 millions ont rejoint le Pakistan ou l'Iran. Un réseau très serré d'espions infiltre les milieux de réfugiés et la résistance, afin



■ jeunes réfugiés afghans

d'attiser les rivalités entre clans, introduire la suspicion chez l'ennemi, nuire à toute unification politique des chefs Moudjahidin. Le gouvernement de Babrak Karmal planifie le pillage économique (blé, gaz naturel) au profit de l'URSS.

Mais la machine à terreur finit par dévorer ses pères, victimes de leur logique infernale : 5 à 10.000 soldats soviétiques meurent chaque année, l'armée régulière afghane est amputée par des désertions d'importance, le moral des appelés est fragile, conscients qu'ils sont d'appuyer une sale guerre, dont la presse de leur pays évite de rappeler les basses besognes. La peur les tenaille, comme lors de la tragédie du tunnel de Salang, où la crainte d'une embuscade a fait périr dans

l'affolement, des milliers de soldats russes et de civils afghans.

La résistance est en marche. La nuit tombée, des régions entières, passent sous son commandement. Dans certaines grandes villes, dont la capitale, les Moudjahidin sont maîtres de plusieurs quartiers; ils comptent de précieux agents dans l'administration. 2.000 km de frontières leur permettent un contact aisé avec leurs arrières. Deux faiblesses essentielles : l'absence de coordination qui puisse offrir une crédibilité politique, le manque d'argent et de soutiens extérieurs.

La France peut contribuer à la résolution du problème afghan :

- en fournissant en armes les résistants (équipements antichars et anti-hélicoptères, par l'intermédiaire ou non des pays arabes amis),
- en favorisant les conditions pour une reconnaissance officielle de la résistance (accueil officiel de personnalités de la résistance, offre de locaux à caractère quasi-diplomatique...),
- en encourageant une négociation sur le retrait soviétique, réunissant toutes les parties concernées.

Mais tant que l'Union soviétique persistera à nier la présence de la résistance, rien n'évoluera dans le sens d'une révolution pacifique, souhaitée, du moins en parole, par tous. Et chacun épuisera alors ses forces dans le borbier afghan.

Emmanuel MOUSSET

(1) Une campagne de solidarité humanitaire est actuellement organisée par l'Association des amis de l'Afghanistan, 29, quai Gauthier, 21000 Dijon, sur le thème «une école, des soins, pour les Afghans», nous y reviendrons.

nicaragua : la dérive d'une révolution

La dérive marxiste du régime de Managua doit rappeler à la raison une diplomatie française tentée par les mirages exotiques.

Qui aurait osé, il y a un an, faire la moue devant la révolution nicaraguayenne ? Le courage de ce petit peuple qui, après avoir liquidé la tyrannie «asiatique» d'un Somoza, se lançait dans une expérience originale à la fois de pluralisme politique et d'indépendance forçait l'admiration. Vis-à-vis de Washington qui n'avait pourtant pas ménagé son soutien à la dictature, mais contre qui rien ne semble pouvoir se faire dans cette partie du monde, le nouveau régime de Managua faisait preuve de conciliation sans pourtant passer l'éponge sur le passé. De plus, la volonté de se démarquer du «modèle castriste» était affirmée, ce qui pouvait laisser espérer qu'une troisième voie était possible en Amérique Centrale, en prenant notamment appui sur le soutien de certains gouvernements européens. On peut désormais s'interroger, compte tenu du tournant politique et économique que vient de prendre le régime, sur cette volonté de non alignement qui semble être, pour certains éléments de la junte, essentiellement tactique afin de ne pas déclencher de psychose américaine d'une infiltration soviétique en Amérique latine.

Comme le souligne un effet l'envoyé spécial du «Monde» à Managua, la radicalisation de la junte semblait décidée depuis longtemps et certains militaires savaient parfaitement où ils vou-

laient en venir. De fait, c'est bien à l'apparition d'un régime de type marxiste léniniste avec tout ses prodromes auquel on assiste au Nicaragua. A cet égard l'exploitation du thème du complot impérialiste pour faire passer toutes les atteintes aux libertés est révélatrice : la censure de la presse est désormais totale et les journalistes d'opposition, dont la plupart ont participé au premier rang à la révolution, menacés ou victimes d'agression; quant au présentateur de la radio nationale il n'y a guère plus que l'obstacle de la langue qui le différencie encore de son homologue polonais. Il est significatif enfin d'entendre les membres de l'exécutif révolutionnaire s'exprimer sur le rôle des partis politiques : «ce sont des organismes destinés à participer à la construction de l'Etat et à la consolidation de la révolution». Sans commentaire !

Le processus engagé sur le plan politique se double comme de bien entendu d'un encadrement des groupes sociaux (syndicats, religieux) de plus en plus strict et d'une gestion socialiste de la production où le délit économique a fait apparition. Le cercle vicieux est alors bouclé lorsque les meilleurs parmi les partisans de la révolution ou les cadres techniques du pays finissent par s'exiler et par grossir les rangs de ces opposants armés qui légitiment le

régime en place. Le tout sous l'œil attentif des Américains et des Soviétiques qui attendent le moment venu de tirer les marrons du feu.

Les beaux jours de la libération de Managua sont donc oubliés et l'image du modèle nicaraguayen suffisamment ternie pour qu'on puisse ne pas l'admettre sans aveuglement. De ce point de vue les réflexes de la gauche française sont tout à fait irritants si l'on en juge notamment par l'entretien que vient de donner au «Nouvel Observateur» l'écrivain allemand Gunther Grass, de retour du «paradis sandiniste» (1). On pouvait croire oubliée cette apologie à peine camouflée des prisons politiques propres («détention humanisée», cellule plus spacieuse...) et des déplacements de populations opposantes à qui on va «distribuer des terres meilleures» ! Et bien non ! Même les «erreurs» deviennent la plus grande gloire du régime puisqu'il pratique la sacro-sainte autocritique. Comment ne pas être effondré devant de tels propos qui rappellent le plus mauvais Gide, celui de «Retour d'URSS» et cette fascination pour le «socialisme réel» qu'ont les intellectuels de fond de brasserie.

Peuvent-ils trouver un écho dans les cabinets ministériels ? Là est la question. On a pu trouver séduisante l'idée d'un conseiller présidentiel «ami de Castro et du «Che Guevara» mais l'heure des mirages exotiques est bien passée. La volonté de rompre avec la logique des blocs nécessite que la France trouve dans le tiers monde, non de faux semblants mais des alliés sûrs. La junte de Managua ne fait plus partie de ces derniers.

Olivier MOULIN

(1) «Nouvel Observateur» 947 du 1er janvier 1983.

l'école pour quoi faire ?

Analyser un texte, entrer de plain-pied dans un projet sans en avoir suivi la gestation peut paraître hardi. Au delà donc du jargon des chercheurs en pédagogie et des querelles de détails qui ne vont pas manquer de naître, quel peut être l'enjeu d'un tel débat ? Depuis vingt ans au moins, la France est à la recherche de son école. Le désintérêt et le « malaise » des enseignants, l'échec scolaire accru, l'impuissance de cette lourde institution à se transformer sont des constantes qui dérivent d'un régime à l'autre. Pas plus le gaullisme triomphant que le pompidolisme, pas plus le libéralisme avancé que -semble-t-il- les fédéralités syndicales de gauche ne sont parvenus à lui donner un dessein ou une ambition.

L'esprit laïc et son cortège de conditionnements sociaux mais aussi, pourquoi ne pas le souligner, sa générosité naïve et son efficacité singulière à distinguer les talents populaires n'a été remplacé par rien. Ni l'intuition d'une école plus ouverte, ni celle d'une nécessaire rigueur intellectuelle n'ont su prendre le relais d'un modèle éducatif qui avait fait ses preuves, fût-ce au détriment des cultures et des libertés locales ou spirituelles.

On ne peut que saluer aujourd'hui certains efforts qui n'empruntent rien ou presque au centralisme et au bureaucratisme.

Mais un second fait vient réduire considérablement l'enjeu scolaire : l'école n'est plus le lieu unique et privilégié de l'acquisition du savoir. La nouvelle donne de la culture, l'émergence de nouveaux media, l'éclatement de l'environnement des adolescents et la nucléarisation des familles ont subverti et inversé les mécanismes de transmission des connaissances.

Les collèges ne sont-ils pas les garderies qu'on nous décrit ? Et cela ne se changera pas par décret.

Alors, porter l'effort sur des structures et vouloir maintenir coûte que coûte un appareil peut satisfaire l'esprit.

Vouloir réaménager un « temps scolaire » qui n'apparaît plus comme central pour bien des élèves et tonifier un corps enseignant en proie au doute et au vertige peut satisfaire le cœur.

Mais la question demeure incontournable : l'Ecole pour quoi faire ? Et non l'Ecole pour quoi y faire ?

F.M.

la réforme des collè

Projet de colmatage ou « projet révolutionnaire » comme titrait « Le Monde », les propositions Le-grand pour un « collège démocratique » vont susciter tout au long de ce mois des polémiques à rebondissements. Aux intentions générales de porter remède à l'échec scolaire en créant de nouvelles structures et en insistant sur une « pédagogie de projet », s'ajoute le souci de répondre au malaise des enseignants. Pour tout dire cette refonte des collèges implique une redéfinition du rôle des éducateurs qui n'ira pas sans heurter les susceptibilités corporatives.

Depuis 1963, date de la réforme Fouchet qui instituait les Collèges d'enseignement secondaire (CES), et surtout depuis Mai 68, l'Education Nationale, cette vieille dame, a subi d'innombrables mutations structurelles. La réforme Haby de 1975 qui établissait le collège unique et aménageait une pédagogie de soutien pour les élèves en situation d'échec scolaire n'a pu empêcher sous le poids des traditions et des routines l'aggravation des inégalités de départ. Ainsi, comme le relève Yves Martin, doyen de l'inspection générale (1) « à l'entrée en 6ème, dix élèves sur vingt quatre n'ont pas atteint un « niveau normal » du cycle moyen de l'école primaire et quatre sont illettrés ou presque ». Le pourcentage des élèves placés en situation d'échec demeure donc de 15% en 6ème et s'accroît en classe de 5ème. L'objectif de la réforme Haby de faire tomber ce chiffre à 5% est donc loin d'être atteint.

Le projet présenté aujourd'hui insiste donc sur la nécessaire refonte de l'ensemble des quatre années de collège qui constituent un tout. Des structures souples seraient mieux à même, selon les auteurs du rapport, de tenir

compte des individualités. En 6ème, qui est considérée, comme la classe déterminante du cursus scolaire des jeunes enfants, ces structures nouvelles seront susceptibles d'être réaménagées tous les trimestres pour assurer le suivi de chaque élève. C'est ce que le rapport nomme une « évaluation formative ».

DES STRUCTURES SOUPLES

Premièrement, donc, éclatement de la notion de classes traditionnelles, auxquelles sont substitués des « ensembles » (une centaine d'élèves). Ensembles hétérogènes qui ne tiennent pas compte du niveau de chaque élève. Chaque ensemble est animé par une équipe pédagogique qui décide la constitution (dès le 2ème mois) de divisions de base, homogènes cette fois, par matière (notamment en Français et en Mathématiques). Pour les autres matières, les élèves demeurent dans des divisions hétérogènes de base. Ce découpage est valable aussi bien pour la 6ème que pour la 5ème, mais est retenu également comme objectif à plus long terme (pas avant que l'on ait supprimé l'entrée au Lycée d'enseignement professionnel en fin de 5ème) pour la 4ème et la 3ème.

On peut noter la complexité relative de ces nouvelles structures et se demander quelle nécessité pousse - en dehors des problèmes d'effectifs enseignants - à créer des ensembles au premier mois, des super-classes, pour les voir éclater dès le deuxième ?

Toutefois la relative souplesse théorique de ces ensembles permet d'introduire ce que le rapport appelle une « pédagogie de projet ». Au réaménagement de ces structures tous les trimestres s'ajoute en effet un ensemble d'activités (une demi-journée par se-



■ Un collège qui ressemble plus souvent à

maine seulement) optionnelles; interdisciplinaires ou artistiques qui devrait permettre une implication plus grande des élèves. La pédagogie de projet consisterait dans ce contexte à allier l'apprentissage personnel, « tâtonné », et la valeur affective du sujet d'étude (division du travail discutée et non imposée, production de « chef-d'œuvre »).

UNE ECOLE OUVERTE SUR LE MONDE ?

Le second axe de ses propositions porte sur le rééquilibrage des activités et sur l'orientation des élèves. Nous avons déjà souligné à de nombreuses reprises (2) l'ambiguïté de certaines mesures qui consistent à privilégier les enseignements technologiques au détriment du Français ou de l'Histoire par exemple.

Le débat reste ouvert pour savoir si l'école doit être seulement le lieu d'un « préapprentissage professionnel » facilitant l'insertion dans la société industrielle ou axée au contraire sur des activités plurielles d'éveil de la connaissance.

Le rapport Legrand formule bien des hypothèses qui tiennent compte de l'état actuel du débat, mais il cache mal ses préférences. Les activités technologiques, dont on souligne par ailleurs qu'elles ne doivent pas être « un instrument de ségrégation sociale », sont présentées comme répondant au « besoin d'action concrète sur la matière » et parallèlement le rapport n'écarter pas les craintes de voir se



ges



Le prison qu'à un lieu de vie

diluer l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie dans les «sciences humaines».

Autre innovation de taille : l'évaluation des connaissances ne serait plus effectuée ponctuellement, mais globalement sur les quatre années de collège. Les redoublements de classe se verraient supprimés et la dernière année serait l'occasion d'un «bilan pédagogique général». La classe de troisième demeurerait toutefois un palier de sélection conduisant aux différentes filières.

C'est au résultat qu'on pourra juger ce dernier point et si les adolescents au lieu de «subir par soumission passive des décisions négatives» pourront faire des «choix personnels responsables».

UN CORPS UNIQUE

Les propositions du rapport ne se limitent pas à définir de nouvelles structures et à affirmer une certaine «philosophie» répondant à l'esprit du temps, elles réservent également aux enseignants de nouvelles tâches dans la définition d'un projet pédagogique propre à chaque établissement. Ici, le souci est double. Premièrement individualiser les rapports élèves-éducateur et d'autre part substituer à l'isolement du maître l'idée d'une véritable équipe éducative. Cette seconde proposition se heurte déjà aux privilèges et aux situations acquises.

L'institution d'un tutorat implique de la part des enseignants une disponibilité de cœur et d'esprit qui va bien au delà du simple

apport de connaissance. Cette fonction médiatrice aura-t-elle pour effet «un regain d'intérêt pour une profession dévalorisée» (3) ? Déjà des voix se sont élevées pour dénoncer la possibilité offerte aux élèves de choisir eux-mêmes leur tuteur !

Ajoutons qu'à chaque niveau (ensembles et conseils d'établissement) les professeurs en relation avec les parents, les élèves, les associations locales et les municipalités, sont amenés à définir une politique pédagogique autonome. Ce souci d'une plus large autonomie pédagogique des établissements apparaissait déjà dans le projet Savary relatif aux EIP (Etablissement d'Intérêt Public).

Travailler en équipe, partager le «pouvoir éducatif» avec les autres usagers de l'éducation, passer plus de temps (trois heures de concertation prévues et trois heures de tutorat) et ceci avec une qualité d'écoute et de présence nettement supérieure à celle des cours : voilà qui ne serait pas sans conséquence sur la réalité quotidienne de la vie d'enseignant.

Autre mesure proposée par la commission Legrand : la mise en place d'un «corps unique» d'enseignants dans les collèges. Une revendication longtemps inscrite au programme des syndicalistes du SNI.

Désormais l'ensemble des professeurs de collèges devrait un service effectif de 22 heures (16 heures d'enseignement plus 6 heures de tutorat et de concertation) alors qu'actuellement la fourchette s'étale de 18 heures pour les capésiens à 24 pour les instituteurs en collèges.

Cette harmonisation des statuts qui fait d'ores et déjà grincer bien des dents trouve un prolongement dans la formation des enseignants. Le nouveau professeur de collège devrait désormais se préparer non plus à la connaissance d'une seule discipline unique mais à une «famille de disciplines» ainsi qu'à la psychologie, la sociologie et la communication. Cette polyvalence des éducateurs correspond dans l'esprit de la commission aux responsabilités multidimensionnelles que ceux-ci seraient amenés à exercer dans les établissements. On voit d'ores et déjà quelles critiques ces orientations peuvent soulever de la part des parties en présence. Il est à souhaiter que les choix soient faits dans la plus grande clarté.

François MOULIN

(1) «Le Monde» du 7 janvier 1983.
(2) Notamment : rapport de la commission éducation du 2ème Congrès de la NAR, «Royaliste» 351.
(3) «Le Monde» du 7 janvier 1983, Catherine Arditti : «Un projet révolutionnaire».

deux questions sur un projet

● **Royaliste** : Essayons de regrouper les critiques de fond qu'on peut opposer d'ores et déjà à ce projet.

Gérard Leclerc : — La plus grande difficulté de ce rapport est moins dans son contenu que dans son application. L'Education Nationale recèle-t-elle suffisamment de qualité humaine pour mettre en œuvre ce projet ? Christian Beullac a mis l'accent sur cette qualité d'hommes et il a raison. L'application immédiate des propositions Legrand serait catastrophique. Par exemple pour le tutorat. Le risque c'est que beaucoup de professeurs s'en trouveraient exclus. Et si on ne fait pas confiance aux enfants on sera amené à établir le système de manière autoritaire.

Le second point c'est le tonus propre des enseignants. Il faut une certaine dose d'enthousiasme pour aller contre la routine et les réactions enregistrées ne présagent rien de bon de ce point de vue.

Enfin troisième point il y a bon nombre d'établissements qui se trouvent dans une telle pagaille, une telle déréliction que l'apport de nouvelles structures risque d'ajouter la pagaille à la pagaille.

On n'a peut-être pas mis suffisamment l'accent sur les acteurs réels de cette réforme. Le projet additionne des structures qui fonctionnent dans l'abstrait. Or l'Education Nationale est d'abord une machine vivante.

— Second point, le contenu de l'enseignement. La part du français sera réduite et le rapport veut promouvoir une «culture technologique». Georges Friedmann le premier pensait dans les années gues. Et - à la fin de sa vie il est revenu sur cette question en affirmant qu'il n'y a pas de culture

technologique. Donc on choisit délibérément d'aller dans une impasse. Il semble aussi qu'on s'oriente encore vers une restriction de l'Histoire. Priver l'enfant de la dimension historique c'est le priver du temps, et par là même de la maîtrise du temps. Là on perpétue certaines erreurs des gouvernements précédents.

● **Royaliste** : Deuxièmement n'y a-t-il pas des arrière-pensées syndicales qui viennent troubler et obscurcir les données du problème ?

Gérard Leclerc : C'est effectivement l'arrière-fond syndical. Il y a une lutte serrée à l'intérieur de la FEN entre les deux grands syndicats : le SNI et le SNES. Le SNI proche des socialistes et le SNES proche du PC. Il y a une bataille pour s'approprier le Collège. C'est-à-dire les classes qui vont de la 6ème à la 3ème. Dans la mesure où le projet propose une unification des statuts et des rémunérations cela va dans le sens des revendications du SNI et lui ouvre toutes grandes les portes des collèges.

Il faut ajouter les réactions très individualistes de certains enseignants qui ont peur d'être embriagés dans des structures et d'y perdre leurs libertés. Il y a moyen, je crois, de faire la part entre la liberté personnelle, la responsabilité pédagogique et ce qui relève de l'intérêt de l'enfant. Et là, la concertation est nécessaire quitte à y introduire d'autres personnes que les usagers (élèves, parents, administration) comme le projet le prévoit. C'est la participation qui rentre dans les faits et cela ne se fera pas sans une remise en se fera pas sans une remise en cause des hiérarchies syndicales.





Dissidence : action ou état d'une personne qui se sépare d'une société, d'une communauté religieuse, politique, etc (Larousse). En russe, Inakomysliachtchii : «qui pense autrement».

De ce terme, surtout religieux à l'origine, nous nous servons de plus en plus pour caractériser «l'attitude réservée ou franchement hostile d'une partie de la population des pays de l'Est envers la doctrine et la politique officielles». Terme imprécis donc, et ce n'est pas le moindre mérite de Jean Chiama et Jean-François Soulet que de nous montrer l'ambiguïté de cette notion ainsi que la diversité des attitudes qu'elle recouvre.

Où commence la dissidence ? On sait l'action, dans les démocraties populaires, de groupes d'intellectuels œuvrant pour le respect des droits de l'homme; le phénomène «Samizdat» est universellement connu. On connaît moins les grèves spontanées et aussitôt écrasées dans le sang; on ignore généralement les actions plus violentes telles que les attentats ou les guérillas qui, jusque dans les années cinquante, exprimèrent la volonté des populations ukrainienne, polonaise et balte de résister à la dictature marxiste.

Mais comment qualifier le simple refus d'entrer dans le système ? Refus de militer dans les organisations de masse, refus ou mauvaise volonté dans le travail imposé ainsi que développement d'une économie parallèle et d'un absentéisme chronique, enfin refus des normes culturelles du «réalisme socialiste» qui se traduit par l'écoute attentive de toutes les modes occidentales.

La difficulté d'écrire une Histoire de la Dissidence réside donc, à la fois, dans l'imprécision d'une telle notion et dans le manque de fiabilité et d'impartialité des sources d'information. Il s'agissait d'élaborer une méthode permettant de prendre en compte à la fois l'information et les journaux officiels, soigneusement décryptés, les témoignages des observateurs étrangers, la documentation fournie par les dissidents eux-mêmes, en particulier les samizdat, et le matériel provenant d'organisations humanitaires telles qu'Amnesty International.

Cette documentation nous permet d'assister à la naissance de la dissidence, dans les mois qui suivirent la mort de Staline et de suivre son développement et son évolution jusqu'à la très récente explosion polonaise. Les émeutes de Berlin, les crises hongroises et tchécoslovaques, l'espoir suscité par la naissance de Solidarité, sont autant d'événements qui jalonnent l'histoire de l'oppression la mieux organisée de tous les temps; toutes les résistances sont présentes; celle des intellectuels et des étudiants, de la classe ouvrière (en principe au pouvoir), de ceux qui veulent continuer à pratiquer librement leur religion, et celle de toutes les nationalités écrasées par le rouleau compresseur soviétique.

Ces dissidences se rencontrent, se confondent, écrivent dans les mêmes samizdat. Ce bouillonnement souterrain qui ne demande qu'à surgir au grand jour, comme en Pologne, nous apporte la certitude que le monde soviétique ne sera pas éternellement le monde du silence.

René ADRIERS

Jean Chiama et Jean-François Soulet - Histoire de la Dissidence, oppositions et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires de la mort de Staline à nos jours - Le Seuil, prix franco : 125 F.

Signalons également la parution récente de Le NTS, introduction à un parti de libération russe, qui comporte une intéressante histoire de cette organisation de résistance. Association pour la Russie libre, BP 1195-16 - 75764 Paris Cedex 16. Prix franco : 22 F au CCP 7 758 18 L Paris.



portrait intime de henri V

Le comte de Chambord, «roi prophète» fut un grand homme. Mais quelle faiblesse secrète l'empêcha-t-elle d'accepter le trône qui lui était offert ?

Depuis 1871, les royalistes s'interrogent et même se scandalisent. Comment un prince aux qualités royales si évidentes (1) a-t-il pu décevoir un peuple qui l'appelaient de tous ses vœux, décliner l'offre faite au nom des deux tiers de l'Assemblée nationale et laisser finalement la France en proie au pire des régimes ? Il y avait chez ce Bourbon si fort au moral - comme au physique d'ailleurs - si assuré de son bon droit, une sorte de brisure intérieure que seule une longue fréquentation permet de mieux comprendre.

Le livre de Luigi Bader (2) nous donne l'occasion d'approcher la personne du comte de Chambord, de très près, grâce surtout, à une très riche iconographie.

Le nombre des portraits du prince est immense, à la mesure de sa popularité. Les gens de toutes les classes sociales portaient sur eux des médailles, des pièces d'argent ou de bronze, ou des «images pieuses» à son effigie. Des gravures, des tableaux, des sculptures représentent Henri V à toutes les étapes de sa vie, du jeune prince romantique (portraité en costume byronien) aux différents âges de la maturité (avec la barbe et la moustache qui suivent exactement la mode du temps), et enfin les photos de la vieillesse qui nous le rendent étonnamment proche.

Fils posthume du duc de Berry (assassiné en 1820), Henri fut d'abord élevé par sa mère, Marie-Caroline. Celle-ci était un personnage haut en couleurs qui, en 1832, tenta de soulever la Vendée contre Louis-Philippe, mais dont le remariage fit scandale et l'écartera de la famille royale exilée. Marie-Thérèse, duchesse d'Angoulême, fut alors pour Henri, son neveu, une «seconde mère» et exerça sur lui une influence, notamment doctrinale, déterminante.

Or la duchesse d'Angoulême ré-

sumait dans sa vie tous les malheurs de sa famille : ses parents étaient Louis XVI et Marie-Antoinette, son jeune frère, le dauphin Louis... Belle-fille de Charles X elle dut accompagner celui-ci dans un exil sinistre, en butte à des intrigues diplomatico-policières.

Il semble que le jeune Henri fut un prince curieux de tout, actif, aimant les voyages. Mais on comprend bien que son enfance s'était écoulée dans un climat de tragédie...

Les parlementaires royalistes qui travaillèrent avec le comte de Chambord et eurent l'occasion de se heurter à de soudains reculs de leur prince qui, parfois, après avoir laissé échapper une occasion vraie, s'évadait dans le rêve, durent avoir une curieuse impression, alors qu'ils travaillaient avec le premier comte de Paris. Albert de Mun en particulier, qui servit l'un et l'autre put se rendre compte de certaines similitudes dans les comportements de chacun des deux Bourbons, au point qu'à quelques années d'intervalle, il leur tint le même langage, leur fit les mêmes remontrances.

Or le second, orphelin de père à quatre ans, fut élevé par sa mère la très énergique duchesse d'Orléans qui avait sa doctrine très ferme et tenta de l'imprimer à son fils. Comme son prédécesseur Philippe VII connut l'exil très jeune. «Là s'arrête le parallélisme entre les deux destins», affirme-t-on souvent. Voire !

Frédéric AIMARD

(1) «Je viens de le quitter... le Roi de France je l'ai vu, je l'ai touché, je l'ai entendu... le front et le regard : une phosphorescence, réellement une lumière sort de lui; elle vous enveloppe, elle vous baigne» devait s'exclamer le futur maréchal Lyautey après une entrevue avec le prince.

(2) Luigi Bader - Le comte de Chambord et les siens en exil - DUC, prix franco : 120 F. (existe aussi en relié toile bleu, nous consulter).

Le fascisme est-il français ? L'idéologie fasciste n'a-t-elle pas trouvé son terrain d'élection dans la France de l'entre-deux guerres ? Ces questions, ce n'est pas B.H.L. qui les pose une fois de plus pour exciter l'irascibilité générale, mais un historien, un chercheur spécialisé dans l'étude de la droite révolutionnaire qui trouve par ailleurs que B.H.L. généralise outrageusement. Zeev Sternhell peut être sans doute contesté dans ses interprétations, ses présupposés, nullement pour le sérieux de ses recherches. Son dernier livre présente un dossier avec lequel il faudra désormais compter. (1) Il apporte des précisions, découvre des textes oubliés, établit une synthèse entre des courants qui, partis de sources contradictoires, opèrent un alignement étonnant sur des positions communes. Ces positions définissent-elles réellement une idéologie particulière que l'on peut appeler fascisme ? C'est toute la question.

Zeev Sternhell reconnaît la difficulté de cerner le concept qui désigne une réalité historique particulière, l'Etat mussolinien, tout en servant d'injure suprême pour épingle l'adversaire dans les joutes politiques. *« Mais ces difficultés sont-elles moindres en ce qui concerne la démocratie ou le socialisme ? Ne sont-elles pas inhérentes, au contraire, à tout effort de conceptualisation sans lequel il n'y a pas de véritable connaissance historique ? »* Certes ! Mais ce qui rend les choses plus âpres et les colore toujours d'une condamnation morale implicite, la monstrueuse convergence de tous ces courants vers l'Europe nazie, donne à cette conceptualisation une allure tout à fait équivoque. Malgré le Goulag, il n'en va pas de même encore pour le socialisme en général. Et pourtant ! On pourrait dire aussi que tous les socialismes convergent vers une réalité totalitaire qui s'est malheureusement épanouie en divers points du globe lorsque l'idéologie a attrapé l'histoire au vol.

Dans son essai de conceptualisation, Sternhell n'exclut pas le référent collaborationniste de la guerre. L'adhésion à l'entreprise hitlérienne paraît être le point d'aboutissement obligé de tous les individus et la logique de tous les courants. Il est vrai que l'histoire marque sur ce point une nuance essentielle. C'est, dit-il, au moment où sonne l'heure du triomphe que les mouvements fascistes français perdent leur autonomie. Désormais leur évolution se fait « dans un environnement dénué d'authenticité ». Précision considérable, mais qui n'enlève rien, bien au contraire, à la condamnation morale. Ce n'est pas l'adhésion à la collaboration qui qualifie le système en dernier ressort, c'est le système qui appelle la collaboration, un système d'une implacable logique qui prépare lui-même la mécanique infernale.

C'est précisément sur ce point qu'il y a équivoque. Tout de même, un nombre non négligeable d'écrivains et de politiques épinglés par Sternhell ont choisi le camp contraire, celui de la résistance absolue. Ont-ils été, en cela, infidèles à leur inspiration originelle ? Ont-ils pour cela rompu radicalement avec leurs certitudes pour entrer dans une autre problématique idéologique ? Sans nier que le conflit décisif ait produit des évolutions, voire même des conversions, il me paraît pour le moins téméraire d'opérer si facilement le partage entre les bons et les mauvais. Une part de la philosophie de la Résistance emprunte tout autant au non conformisme des années trente et au personnalisme que la Révolution nationale. Mais il faudrait ici mettre en cause les référents implicites de l'historien. Pour lui l'adhésion à la démocratie parlementaire dessine la ligne de partage

un fascisme français ?



par
gérard
leclerc

entre adhésion et refus du fascisme. On pourrait soutenir que c'est tout autant le nationalisme dès lors qu'il recèle en lui-même une volonté de liberté à l'égard des idéologies. Comment négliger ce facteur de cohésion entre des hommes que tout séparait hormi la volonté de libérer leur patrie !

Ces remarques n'enlèvent rien pourtant à la force démonstratrice de Sternhell. Pour lui, tout remonte à la fin du siècle dernier qui marque la première tentative de rencontre entre une droite nationaliste et une gauche socialiste dans un même désir de révolution. Les deux grands noms qui personnifient cette tentative sont ceux de Barrès, nationaliste qui se réclame du socialisme, qui se veut ennemi des lois et professeur d'énergie contre la décadence, et de Sorel, socialiste qui, bon connaisseur du marxisme, en dénonce les limites pour préparer son dépassement. Déjà, on voit poindre une doctrine qui emprunte à Bergson (mais attention aux mauvais procès faits au bergsonisme !) une sorte de vitalisme biologique qui s'oppose au rationalisme et au mouvement de la décadence contemporaine. La première synthèse concrète des deux courants serait accomplie par l'éphémère cercle Proudhon qui rassemble étudiants d'A.F. et disciples de Sorel. (2)

Il faudra toutefois attendre les années trente, pour que le mouvement se déploie dans toute son ampleur. La crise du capitalisme libéral jette la jeune génération dans des tentatives de dépassement des idéologies en cours, pour trouver des solutions qui soient à la mesure de la crise. La crise est déjà globale. Par delà l'économie, elle concerne les fondements de l'existence. Le libéralisme économique a fait faillite, la démocratie parlementaire est incapable de sortir de ses contradictions. Plus encore, le socialisme et particulièrement le marxisme, semble tout à fait inadéquat pour répondre aux enjeux du temps. Une immense entreprise critique se met en marche. Elle concerne des hommes situés apparemment aux antipodes de la pensée et de la politique, mais elle va les rapprocher.

Du côté de la gauche, il faut retenir la critique fondamentale du marxisme opérée par un Henri de Man. L'insuffisance théorique du matérialisme dialectique est disséquée avec force

par ce Belge de culture européenne qui a beaucoup reçu du socialisme allemand et qui admire par ailleurs la démocratie britannique. Le dépassement qu'il opère va l'amener dans le sillage de Sorel et d'un socialisme organique. Il serait vain de faire du prolétariat le seul acteur historique. Les classes moyennes doivent être intéressées à une lutte contre le grand capitalisme. En définitive il s'agit d'intégrer le prolétariat et de construire une économie qui sera fondée sur le plan. Le planisme de de Man fait bon ménage avec le néo-corporatisme qui a pour ambition de réduire les antagonismes de classe.

Ce que de Man réalise en Belgique, un Marcel Déat tente de la faire au sein de la SFIO puis de sa dissidence. On n'est pas très loin non plus de la tentative naïve d'un Georges Valois qui fut le premier à créer un fascisme à la française. Mais l'échec de ce dissident de l'Action française le mènera à retourner progressivement à gauche, du côté du parti communiste, avant de mourir en déportation. C'est surtout au sein des groupes de jeunes intellectuels que la volonté de dépasser les idéologies va produire des effets analogues, par un effet immédiat de convergence avec le fascisme italien. Mais Sorel n'avait-il pas préparé le terrain ? Il y avait de longue date une coopération idéologique intense entre certains courants syndicalistes révolutionnaires français et le socialisme italien (c'est d'ailleurs par rapport à ce terrain qu'il serait utile de juger de l'originalité d'un Gramsci).

Pourtant avec un Thierry Maulnier et un Bertrand de Jouvenel - ces deux honorables écrivains sont pris dans le collimateur de Sternhell et il faut avouer que leur stature libérale s'en trouve sérieusement ébréchée - c'est plus encore que l'économie, le refus de la décadence et de la médiocrité bourgeoise qui s'affirme dans un vitalisme nietzschéen plus qu'équivoque. Avec un intérêt manifeste pour l'Allemagne nazie. L'un et l'autre n'iront pas jusqu'au bout de leur trajectoire. Ils n'en avaient pas moins frôlé l'abîme, et même un peu plus.

Je me demande d'ailleurs si l'essentiel du fascisme ne réside pas dans cette étrange philosophie vitaliste avec son culte obligé de la violence. Déjà chez Sorel, il y avait la même pente. La violence inhérente à la lutte des classes étant récusée se trouve récupérée au profit d'une aventure collective. Le reste n'est évidemment pas sans importance mais reste sans efficacité hors de cette énergie qui fascine Brassillach dans le fascisme immense et rouge. L'organisme social, le planisme étatique ne découvrent leurs potentialités totalitaires que portés par le dynamisme guerrier et élitiste, la volonté de puissance du héros et du surhomme sain de corps et d'âme.

Si l'essentiel n'est pas discerné, il me semble que la voie est tracée pour tous les amalgames. Je m'étonne par exemple que Sternhell ne discerne pas les points d'opposition fondamentaux entre le fascisme et la traditionalisme, entre un Sorel et un La Tour du Pin. Il est vrai que des rapprochements se sont faits. Par haine du parlementarisme, l'indulgence pour le fascisme a produit d'elle-même l'amalgame.

L'histoire tragique a dénoué souvent les équivoques de la façon la plus inattendue. Mais c'est une autre histoire !

Gérard LECLERC

(1) Zeev Sternhell - *Ni droite ni gauche* - Le Seuil : 108 F.
(2) Sur ce sujet voir le dernier livre de Bertrand Renouvin - *Charles Maurras, l'Action française et la question sociale* - Prix franco : 103 F.

dans un monde de ténèbres

Stéphan Hermlin (né en 1915) est surtout connu en Allemagne comme poète. Communiste depuis 1933, il s'est engagé en 1939 dans l'armée française, et a ensuite participé à la résistance. Il vit en R.D.A. et l'on dit qu'il est maintenant proche du mouvement pacifiste. «Les Presses d'aujourd'hui» ont publié de lui en 1980 un récit autobiographique : «Crépuscule».

Huit nouvelles où l'imagination s'active sous l'emprise de la terreur. Le monde visible est augmenté par les hallucinations que provoque la peur, amplifiée par le souvenir, quasi insoutenable en temps de deuil, des jours tranquilles. C'est une littérature morale, où la question majeure est celle de la violence commise à l'égard du prochain dans sa personne.

La société diffuse sa terreur, ajoute aux misères naturelles la fraude, le mal dont l'homme est l'auteur. Les hommes du malheur et du deuil décrits par Hermlin ont une sorte de ferveur à mal faire, une application nullement réductible à leur condition sociale. La perversion complète de la volonté qui rend les hommes totalement indifférents aux raisonnements concernant le bien commun et insensibles à la pitié, ne paraît pas être, chez Hermlin, d'une nature telle que la désaliénation de la société puisse suffire à nous en délivrer. Le communisme de Hermlin, il est vrai, est proche de celui de Ernst Bloch, le philosophe du «Principe Espérance» : c'est un amour des pauvres, des opprimés, et une espérance : l'établissement de la société juste, espérance sans cesse fracturée par l'«irréalité» du mal.

Contre les hommes hostiles à la bonté et furieux vont les hommes de bien; Hermlin les montre immensément fatigués et angoissés; une sorte de délire les assaille sans relâche, donnant lieu à des hallucinations où les soucis pour le bien du prochain, le désir d'une «douce vie», et l'impitoyable question de la violence, apparaissent crûment sans nuire à l'action. Ces héros sont comme saisis par une mission, mus par une décision comme antérieure à toute délibération; ils ressemblent davantage à des hommes investis et envahis, qu'à des libres penseurs agissant en conformité avec les saines raisons d'une théorie scientifique matérialiste. Le monde de l'homme de bien est la clandestinité : quelques hommes «purs» forment une association secrète qui œuvre pleinement pour le bien commun. Ils ne refusent pas de se sacrifier et acceptent d'être abandonnés plutôt que d'abandonner leurs frères.

Les hommes du mal et du malheur ce sont les nazis, les héros sont les communistes. La guerre permet des simplifications non abusives, parce qu'elle accentue tous les traits. Il s'agit bien là du caractère «édifiant» dont un critique nous a invité à nous méfier. Reprocher à un écrivain de vouloir nous porter par ses conseils

à la vertu n'est pas sérieux. C'est un avis de nihiliste, ce n'est pas un avis du tout. La littérature de Hermlin est étrangère à celle que fabriquent les hommes de bien; les nihilistes jeunes, les nietzschéens qui ne manquent jamais de biser à contre-poil toutes les ânesses.

En présentant des personnages édifiants et «idéaux» l'auteur se juge lui-même, prononce des jugements dont il doit bien savoir, puisque la vraie littérature exige attention, rigueur et lucide patience, qu'ils peuvent être retournés contre lui, dont il doit bien savoir qu'il est et sera jugé selon eux. L'on ne manquera pas de rapporter l'idéal de justice à la réalité communiste. D'autant que Hermlin n'a pas été comme Ernst Bloch chassé de la RDA. Mais que Hermlin ait été juste ou non (c'est assez invérifiable) ne change rien à sa littérature : ce n'est pas la vie qui juge la littérature, c'est la vie d'un auteur qui est jugée selon ses paroles. La littérature n'est pas jugée par le tribunal de l'histoire, elle relève d'une juridiction supérieure. «Vous serez jugés selon vos

paroles», lit-on dans l'Evangile, et que le libre arbitre juge tout et n'est jugé par personne. La perfection est plus accessible en littérature parce qu'elle est théorique, conseil et vouloir, impuissante à passer pouvoir. Nos paroles sont nos lois; raison absolue pour mesurer nos paroles et y conformer nos actes, car nous sommes constamment en grand danger de prononcer nous-mêmes notre condamnation.

Les paroles de Hermlin exigent justice et bonté, avec force et beauté. C'est l'un des grands pouvoirs de la littérature. Nous aurions tort, et l'auteur plus que quiconque, de négliger ce pouvoir ou d'essayer de le trahir. L'on peut à la fois refuser de suivre Hermlin dans son camp, dans son choix des moyens, et accueillir son art et sa demande de justice.

Ghislain SARTORIS

Stéphan Hermlin -Dans un monde de ténèbres- huit nouvelles traduites de l'allemand par Anne Gaudu. Les Presses d'aujourd'hui. Prix franco : 105 F.

aragon, sans commentaire...

«Si vous me trouvez fermé à l'esprit politique et mieux, violemment hostile à cette déshonorante attitude pragmatique qui me permet d'accuser au moins de modérantisme idéal ceux qui, à la fin s'y résignent, c'est, vous n'en pouvez douter, que j'ai toujours placé, que je place l'esprit de révolte bien au-delà de toute politique... La révolution russe ?... Vous ne m'empêchez pas de hausser les épaules. A l'échelle des idées, c'est au plus une vague crise ministérielle...»

«La Révolution Surréaliste»
numéro 2, janvier 1925

«... Mon pays, remarquez bien, que je déteste, où tout ce qui est français me révolte à proportion que c'est français... Un Français, vous me prenez pour un Français. Je me lève pourtant en face de cette idée locale la bouche débordant d'imprécations... J'arrache de moi cette France qui ne m'a rien donné, que de petites chansons et des vêtements bleus d'assassin...»

Riez bien ! Nous sommes ceux-là qui donneront toujours la main à l'ennemi.»

«La Révolution Surréaliste»
numéro 4, 1925

«Descendez les flics.

Camarades

descendez les flics...

Feu sur Léon Blum...

Feu sur les ours savant de la social-démocratie

Feu feu j'entends passer
la mort qui se jette sur Garchery
Feu vous dis-je
Sous la conduite du parti
communiste
S.F.I.C. ...»

«... Gloire à la dialectique
matérialiste
et gloire à son incarnation
l'armée
rouge
... En marche soldats de
Boudienny
Vous êtes la conscience en arme
du Proletariat...
L'éclair de vos fusils fait reculer
l'ordure
France en tête...»

«Front Rouge» - 1931

«L'histoire dira peut-être que l'un des grands mérites du Parti Communiste en France, c'est d'avoir, selon un mot de Nietzsche «revalorisé toutes les valeurs». Sur le front idéologique, nous avons fourni les nouvelles armes de la classe ouvrière, tout en reprenant audacieusement à l'ennemi ce dont il nous avait frustré et qu'il outrageait. Nous avons repris la «Marseillaise» et le drapeau tricolore de nos aïeux, les soldats de l'An II. Nous avons repris les strophes sur la liberté et appliqué aux fascistes, ennemis du peuple de France, les paroles de Rouget de l'Isle.»

«Labyrinthe» - 15/12/1945

Louis Aragon
1897 - 1982

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :

Année de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

les municipales

Les élections municipales vont avoir lieu le 6 mars prochain. Pendant deux mois toute la vie politique du pays va s'ordonner autour de cette campagne. Cela signifie que tout mouvement politique qui ne s'engagera pas sur ce terrain parlera dans le vide et se trouvera en porte à faux. La NAR ne peut donc se tenir à l'écart de cette consultation, même si elle refuse de se plier à la logique partisane actuelle du jeu politique.

C'est pourquoi la NAR a décidé, comme elle l'avait déjà fait en 1977, de participer à ces élections.

La NAR doit participer pour :

- consolider la position (sans doute marginale mais reconnue) que nous occupons sur l'échiquier politique.

- renforcer sa crédibilité en tant que force de contestation et de proposition : il est indispensable que les royalistes ne se contentent pas de montrer le sérieux de

leur réflexion intellectuelle mais prouvent aussi leur capacité à appliquer leurs idées sur le terrain des luttes concrètes.

Cette participation prendra des formes diverses en fonction, d'une part de la taille des communes, d'autre part des circonstances politiques locales. Une règle générale cependant : ce sera toujours à visage découvert et en tant que royalistes que nos amis seront présents dans cette consultation.

Dans les petites communes de moins de 2500 habitants, nous incitons vivement nos militants et nos sympathisants à faire systématiquement acte de candidature. Dans ces communes les candidatures individuelles ou les listes incomplètes sont admises, il est donc toujours possible pour un royaliste de se présenter et de montrer par là sa volonté d'être un citoyen actif.

Dans les villes de plus de 2500 habitants, la participation de

nos amis à des listes est souhaitable dans la mesure où ils respectent les choix stratégiques de la NAR. Cette possibilité leur permettra, même s'ils sont isolés, de se faire connaître en tant que militants royalistes et leur donnera une chance d'obtenir un pouvoir dans leur municipalité.

A Paris enfin, où la politisation du débat est extrême, le Comité Directeur a décidé d'agir en vue de la constitution de listes d'union, ouvertes à tous ceux qui refusent la mainmise des quatre grands partis sur la vie municipale. Sur ces listes, là encore, les royalistes figureront en tant que tels et à visage découvert.

Cette initiative s'est faite avec l'accord du Mouvement des Démocrates de Michel Jobert et a déjà reçu le soutien de militants de divers organisations associatives ou syndicales.

Mais la réussite de cette opération requiert l'aide de tous nos amis.

Quels seront nos besoins et comment nous aider ?

— En acceptant de figurer comme

candidat sur nos listes. Le nouveau mode de scrutin nécessitant un nombre de candidats très important (509 pour être présents partout à Paris) votre acceptation nous sera particulièrement utile,

— En promettant votre militantisme actif pendant la campagne officielle (du 21 février au 5 mars) : travail de secrétariat, collage d'affiches, distributions de tracts, etc. Les possesseurs de voiture seront tout particulièrement appréciés ...

— En retenant déjà votre journée du 6 mars pour être nos délégués dans tous les bureaux de vote,

— En nous indiquant quelle pourra être votre participation financière, car une campagne électorale coûte cher, puisque tous les frais d'impression (affiches, professions de foi, bulletins de vote) sont à notre charge.

Nous avons besoin de savoir, dès aujourd'hui, comment vous envisagez de nous aider pour cette campagne. Téléphonez nous au journal (297.42.57) où une permanence pour les questions municipales est assurée tous les jours de 18 h à 19 h 30 durant tout le mois de janvier.

PARIS

● MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis à 20 heures, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - 4ème étage - Métro Bourse ou Palais-Royal a lieu une conférence débat ouverte à nos lecteurs. Les conférences, sont suivies, pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet (participation aux frais du buffet).

Mercredi 19 janvier : Philippe de SAINT ROBERT nous présentera l'état de ses réflexions sur le règne du roi Charles V, thème sur lequel il prépare actuellement un livre.

Mercredi 26 janvier : Bertrand Renouvin fera un bilan critique de la politique économique du gouvernement.

Mercredi 2 février : Michel CLOUSCARD, professeur de sociologie à l'Université de Poitiers, vient nous présenter son livre au

caractère fort explosif. Du flipper au haschich, en passant par la guitare électrique, «Le capitalisme de la séduction» est un essai qui démonte les clichés de la pseudo civilisation dans laquelle nous vivons.

Mercredi 9 février. Nous avons demandé au général Pierre GALLOIS que nos lecteurs connaissent bien, de venir nous expliquer les raisons qui lui ont fait récemment déclarer que la stratégie de la France, dont il est le principal inspirateur, n'est désormais plus adaptée aux risques que notre pays encourent, et comment il faudrait réorienter cette stratégie.

Le général Gallois animera d'autre part un débat organisé par les étudiants royalistes, à la faculté de Nanterre, la première semaine de mars, sur le thème : Faut-il supprimer le service national ?

PARIS

● Vendredi 21 janvier, la messe traditionnelle pour Louis XVI aura lieu à 12 h 30 en l'Eglise Saint-Germain l'Auxerrois, (en face de la colonnade du Louvre, métro Louvre). Les personnes qui désireraient, après la messe, participer au déjeuner amical que nous organisons, sont priées de nous prévenir en téléphonant au journal (297.42.57).

● La section parisienne du Souvenir Vendéen invite Paul et Pierrette Girault de Coursac, auteurs de «L'Enquête sur le procès du Roi Louis XVI», à l'Institution N-D du Lys, entrée rue du Clos, Paris XXème, le 29 janvier à 16 h 30. Les Girault de Coursac entament d'autre part une tournée de conférences qui les conduira notamment à Chartres (24 février), Limoges, Orléans, etc.

ANGOULEME

Messe traditionnelle pour Louis XVI, le vendredi 21 janvier à 18 h 30 en l'église Saint-André.

TOUS A VOS POSTES !

Radio Ici et Maintenant (99,4 MF) accueillera Bertrand Renouvin, le 26 janvier à 15 heures, dans le cadre d'une émission consacrée au «Discours politique». Invité à commenter en direct le discours politique de Raymond Barre, Bertrand Renouvin sera confronté d'autre part à Bernard Stasi. L'hebdomadaire «TEL» et le mensuel «Télé-Ciné-Vidéo» rendront compte de ces débats. (pour tous renseignements : «TEL», 887.53.53).

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
Imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Lorsqu'on marche sur un fil, il suffit d'un cri, ou même d'une parole, pour provoquer sa chute. Lorsqu'un gouvernement «marche sur des œufs», comme c'est le cas en Corse, le silence devrait se faire dans la foule des politiciens qui croient indispensables d'intervenir à chaque instant. Qui peut connaître, en ce mois de janvier, la nature de la partie qui se joue en Corse ? S'agit-il simplement de réduire une poignée de terroristes désormais privés d'objectifs politiques sérieux, ou bien de soigner, avec d'innombrables précautions, un malaise qui pourrait, à long terme, remettre en question l'avenir de la communauté nationale ?

Parce qu'elle ne pouvait manquer de se poser ces questions, l'opposition de droite a réagi avec une certaine réserve aux mesures d'ordre décidées par le gouvernement. Elle a eu raison de le faire. Mais elle aurait encore mieux agi en décidant de se taire ou, du moins, en sortant pour une fois de la logique binaire qui transforme les partis politiques en machines à approuver ou à condamner et qui est, en l'occurrence, particulièrement perverse : toute condamnation des mesures anti-terroristes eût été stupide de la part de ceux qui, avant le 10 Mai, avaient pratiqué une répression aussi brutale qu'inopérante. Mais l'approbation de la droite est suspecte, car elle risque de suggérer que l'actuel gouvernement revient aux méthodes précédemment employées. L'absence de tout commentaire eût été d'autant plus préférable que ce n'est pas sans une certaine gêne que l'on voit M. Michel Debré dénoncer «l'échec» gouvernemental et s'insurger contre une «tentative de déstabilisation de la République», ou M. Lecaunet attribuer la flambée terroriste à une régionalisation «irréaliste».

DEUX TRADITIONS PERVERSES

Cette collusion des jacobins et des libéraux n'est pas surprenante : elle tisse notre histoire depuis près de deux siècles et explique pourquoi l'unité française est aujourd'hui si difficilement vécue dans certaines régions. Pourtant les traditions jacobines et libérales semblent théoriquement inconciliables. L'une s'exprime dans un culte excessif rendu à l'Etat, l'autre dans le culte de l'individu, dont la liberté absolue ne saurait tolérer de corps ou de sociétés intermédiaires. Or les conséquences sont rigoureusement identiques. Tandis que l'Etat jacobin finit par résumer et par résorber la réalité nationale, l'Etat libéral, parce qu'il ne rencontre plus aucune limite, aucun contre-pouvoir, développe sans cesse sa

l'unité en question



par
bertrand
renouvin

puissance au détriment des libertés concrètes.

Issue de la mentalité du XVIII^e siècle, qui survit en la personne de M. Michel Debré, ou de celle du XIX^e siècle, malheureusement prolongée par le giscardisme, la centralisation s'est en définitive retournée contre ses auteurs et ses théoriciens, au terme d'une chaîne de réactions parfaitement logiques. Parce qu'il avait détruit les pouvoirs régionaux, parce qu'il s'attaquait aux langues et aux cultures régionales, l'étatisme a été contesté, puis l'Etat en tant que tel, et enfin la nation elle-même puisque la soumission à l'administration, l'obéissance à l'Etat et l'appartenance à la nation n'apparaissent plus que comme une seule et même chose.

Sous Georges Pompidou comme sous V. Giscard d'Estaing, nous n'avons cessé de dire que nous entrions dans la dernière phase d'un processus dont le terme serait l'éclatement de la communauté française, et qu'il était temps d'arrêter la réaction en chaîne en rendant aux régions les pouvoirs confisqués. Renonçant à son jacobinisme traditionnel, l'opposition de gauche s'était de son côté ralliée à l'idée de décentralisation que les royalistes furent, très longtemps, presque seuls à défendre. Mais le Pouvoir d'alors était resté sourd et aveugle, même après le drame d'Aléria, se contentant de pratiquer une répression massive qu'une plus large distribution de crédits était censée adoucir.

L'actuel gouvernement a donc eu raison de faire adopter très rapidement un statut particulier pour l'île. Loin d'être «irréaliste», cette volonté de régionalisation représentait la dernière chance pour la paix civile et pour l'unité de la nation. En outre, malgré la reprise des attentats, les responsables de l'ordre public avaient fort bien compris qu'une répression systématique ne ferait qu'aggraver un malaise trop ancien pour que l'élection de l'Assemblée régionale le fasse disparaître d'un seul coup.

Les huit cents attentats de l'année dernière, les manifestations de xénophobie et le sang versé obligent maintenant le gouvernement à prendre des mesures plus sévères. Elles ne peuvent être contestées car, après l'attentat contre le docteur Lafay, l'absence de réaction aurait été interprétée comme de l'indifférence. Mais, plutôt que d'applaudir au renforcement des moyens de police et à l'arrivée de nouveaux responsables, il faut considérer cette réponse nécessaire comme ponctuelle et risquée. La nomination du commissaire Broussard, dont les méthodes expéditives sont bien connues, pouvait faire redouter une répression brutale. Il semble que le nouveau coordinateur de la police ait reçu de judicieuses consignes quant au doigté dont il devra faire preuve dans l'accomplissement de sa mission. Du moins espérons-le... Mais il est évident que le succès ou l'échec de la régionalisation en Corse dépendra avant tout de la capacité de l'Assemblée nouvellement élue à s'organiser, ce qui suppose des moyens qui lui font encore défaut, et à travailler utilement, ce qui implique, chez ses élus, un sens aigu de leurs responsabilités.

Celles-ci ne sauraient faire oublier que l'Etat doit assumer ses propres tâches. L'unité de la nation est la première de toutes, et elle ne peut se réduire à des discours ou à des mesures d'ordre public.

La France ne continuera d'exister que si l'Etat est en mesure de reprendre et de prolonger son projet, en y associant tous les Français. En expliquant l'extrémisme corse par l'absence de toute perspective pour la population de l'île depuis la disparition de l'empire colonial, M. Prosper Alfonsi posait la même exigence. Si la France se replie sur elle-même, si l'Etat ne s'occupe plus que de gestion, l'esprit d'aventure s'exprimera dans la violence terroriste, dans le délire séparatiste, ou dans n'importe quoi. Pour être en accord avec elle-même, la France a besoin de justice et de liberté, mais aussi de porter pacifiquement à travers le monde une grande ambition.

Bertrand RENOUVIN